

*Questions orales*

C'est dire que des mesures ont été annoncées ou qu'elles sont déjà prises et, comme l'a déclaré le premier ministre, que plans à long terme sont élaborés, surtout à Terre-Neuve, pour parer à des conséquences plus lointaines, car il ne faut pas oublier que l'industrie de la pêche s'efforce maintenant de faire vivre bien plus de travailleurs qu'elle n'en a les moyens par rapport aux salaires qu'elle verse actuellement, autre problème auquel il faudra remédier. Personne n'a rien fait à ce chapitre jusqu'ici. Mais le gouvernement se retrouve les manches sous la direction du premier ministre actuel.

[Français]

**M. Robichaud:** Monsieur le Président, j'aimerais savoir du premier ministre si c'est vraiment ce qu'il voulait dire par des programmes généraux et généreux.

[Traduction]

Le premier ministre accepterait-il tout de suite d'engager son gouvernement à financer un programme d'un milliard de dollars semblable aux programmes qu'il finance actuellement pour soutenir les agriculteurs de l'Ouest? Est-il prêt à annoncer un tel programme aujourd'hui même? Joindra-t-il le geste à la parole?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai déjà déclaré, au nom du gouvernement et du peuple canadien, que nous aiderions les pêches et les localités de l'Atlantique aussi vigoureusement que nous avons soutenu les agriculteurs de l'Ouest. Je l'ai dit publiquement. J'ignore pourquoi le député me cherche querelle.

Je sais qu'il est sincère. C'est pourquoi je voudrais lui demander, au nom des pêcheurs de l'Atlantique durement touchés par la situation actuelle, de convaincre ses collègues libéraux du Sénat d'adopter le projet de loi sur l'assurance-chômage qui leur permettra de recevoir des prestations de chômage après 10 semaines de travail au lieu de 14 semaines.

**M. Robichaud:** Donnez-nous des chiffres alors.

**M. Mulroney:** Les familles de l'Atlantique sont victimes maintenant des sénateurs libéraux, et je demande l'aide du député pour faire adopter ce projet de loi afin que les gens de l'Atlantique puissent bénéficier des prestations de chômage.

**L'ÉDUCATION**

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le premier ministre s'est engagé récemment à faire de l'éducation la plus grande priorité de son gouvernement. Il a promis à tous les jeunes Canadiens une éducation de catégorie internationale.

Mais voici que le gouvernement impose des frais modérateurs sur les prêts aux étudiants et alourdit de centaines de dollars le fardeau financier des étudiants qui sont déjà accablés de dettes. Le gouvernement ne cesse de nous dire qu'il n'aime pas les dettes. Pourquoi pousse-t-il donc les étudiants à s'endetter davantage?

**L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)):** Monsieur le Président, le Programme canadien des prêts aux étudiants est un programme fort important qui va venir en aide cette année à quelque 220 000 étudiants dans le besoin.

Le gouvernement va garantir des prêts aux étudiants d'une valeur de quelque 600 millions de dollars cette année et va consacrer 431 millions de dollars à l'aide aux étudiants. C'est le double du montant qui a été dépensé à cette fin il y a cinq ans. Nous savons fort bien tout ce qui reste à faire. Nous tenons certes à faire tout en notre pouvoir pour aider les étudiants. Les faibles frais d'administration qui sont imposés visent à contrebalancer les coûts maintenant très élevés, des prêts non remboursés.

**M. Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, les étudiants de tout le pays ont du mal à se rendre jusqu'à l'université parce qu'ils manquent d'argent et qu'il leur est difficile de rembourser leurs emprunts une fois qu'ils y sont.

Ma question supplémentaire s'adresse aussi au secrétaire d'État. Le gouvernement privatise aussi le Programme des prêts aux étudiants. Il est en train de faire ce que lui ont conseillé de faire ses amis entrepreneurs, à savoir privatiser l'éducation. Les Canadiens veulent savoir si ce sont de bonnes notes ou des revenus élevés qui, selon le gouvernement, doivent ouvrir les portes de l'université.

**M. Weiner:** Monsieur le Président, les étudiants bénéficient de divers avantages, dont des prêts garantis. Le coût du crédit leur est subventionné. Ils bénéficient de taux d'intérêt avantageux et de modalités de remboursement